



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

## TABLE RONDE: ISLAM, DROITS HUMAINS ET PAIX : LE CAS DU DARFOUR TÉRANGA SALY 09 MARS 2008



Dans le cadre son programme PEACEBUILDING la RADDHO a organisé en partenariat avec SAVE THE DARFUR le 09 mars 2008 à l'Hôtel Teranga Saly une table ronde sur « **Islam, Droits humains et paix : le Cas du Darfour** ». Ce forum s'est déroulé sous la présence de plusieurs ONG internationales et nationales et des personnalités telles que Salih Mahmoud Osman, Député soudanais, récipiendaire du prix Sakharov pour la liberté de pensée, Salah Aldeen Mohamed Fadul, Sultan de la tribu Four, Alameen Mohmoud Mohamed Osman, Député Imam de la Mosquée Turra Jebel Mara, Soudan.

Après avoir parcouru l'agenda, le Président de la RADDHO a rappelé l'audience que la délégation qu'il a conduite a eu avec le Président Abdoulaye Wade pour lui suggérer l'étude et la prise de position du Sommet de la Déclaration que les ONG prendront à la suite de la rencontre de Saly. Proposition que le Président Wade a accepté. Il a transmis aux ONG présentes l'encouragement du Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères du Sénégal qui se félicite de la tenue d'un pré Sommet des ONG qui réfléchissent sur des questions aussi importantes que la situation au Darfour.

Avant de donner la parole aux intervenants, le Président de la RADDHO a rappelé la nécessité pour la Ummah de prendre position sur les questions qui interpellent la communauté islamique et particulièrement le cas du Darfour; il a aussi saluer la participation de l'Égypte et de l'Éthiopie en moyens logistiques pour les troupes hybrides, a ainsi appelé aux autres pays islamiques à faire autant.

## **LES VOIX DU DARFOUR**

Monsieur Salih Mahmoud Osman, Député soudanais, récipiendaire du prix Sakharov pour la liberté de pensée, en prenant la parole il a remercié toutes les organisations présentes à la rencontre de Dakar et les autorités sénégalaises pour l'envoi de forces internationaux à Darfour.



Selon lui, **les avocats ont déjà produit assez de preuves pour l'infraction de génocide au Darfour contrairement à celle de crime de guerre.**

Le conflit au Darfour a occasionné plus de quatre(4) millions personnes déplacées,

trois(3) millions sont à la frontière et plus de 500 000 sont à la frontière Tchadienne.

**Au Darfour les violations des droits humains sont horribles et elles ont pour noms torture, viol, exécution extrajudiciaire et la liste n'est exhaustive. Le viol est utilisé comme arme (des filles de moins de 9 ans sont violées devant leurs parents et frères).**

Selon son honorable Député plus de 2000 villages sont détruites par des forces gouvernementales et les Janjawites, qui favorisent délibérément la crise humanitaire existante.

Face à cette situation d'extrême gravité on ne sent pas le soutien réel des pays arabes et islamiques.

Monsieur Salih Mahmoud Osman s'est félicité de dénonciation que font les défenseurs des droits de l'Homme face à l'incompétence de nos systèmes et il est convaincu qu'un jour justice se réalisera. Il pense qu'ils doivent continuer à mettre la pression sur le Gouvernement de Béchir pour mettre fin à la crise du Darfour malgré les risques auxquels ils sont confrontés à savoir le harcèlement, la détention arbitraire, la torture, l'exil etc.....

**Il reconnaît que les forces africaines ont échoué à Darfour du fait de l'insuffisance des moyens, c'est pourquoi il ne pourrait y avoir de protection des populations que s'il y a un déploiement des forces hybrides avec suffisamment de moyens.**



Il a également insisté sur l'obligation pour les auteurs de crimes, de tortures et autres peines ou mauvais traitements de rendre compte de leurs actes. Qu'il ait un début de procédure pour la CPI car selon lui sans la justice et la responsabilité, il n'y aura jamais de paix.

Selon Monsieur Salih les accords d'Abuja doivent être révisés et pour terminer il a rappelé ce qui s'est passé au Rwanda et le silence ou l'insuffisance de la dénonciation

des ONG qui a été déploré; et pourtant le conflit du Darfour est entrain de prendre la même trajectoire.

Après les remerciements aux organisation participantes Alameen Mohmoud Mohamed Osman, Député Imam de la Mosquée Turra Jebel Mara, Soudan a invoqué le coran pour rappeler le verset qui disait que « **tous les croyants sont des frères et ils doivent s'entre aider** » et il a déploré la non assistance du peuple de Darfour par a Ummah et pourtant l'OCI est habilitée à apporter son concours aux populations musulmanes de Darfour pour que cette crise prenne fin. Enfin il a remercié le Président pour l'envoi de troupes sénégalaises au Darfour.

Il a, aussi, remarqué que l'implication et le rôle de la Hummah n'ont pas été ressentis dans le conflit du Darfour et il réaffirme devant l'assemblée qu'on est en face d'une tragédie. Il a rappelé le célèbre verset qui dit « **si vous tuez une personne c'est comme si vous avez tuer toute l'humanité** ».



### PERSPECTIVES JOURNALISTES

Asmaa Hussein, Journaliste Moyen Orient, en prenant la parole, juge qu'il est clair qu'il n'y a pas encore de solution depuis l'échec des accords d'Abuja et les autres négociations n'ont pas abouti à quelque chose de durable.

La journaliste est convaincue que **s'il n'a pas d'accord politique les forces hybrides de l'ONU et de l'Union Africaine sont vouées à l'échec; et que ce processus donne l'impression qu'une solution n'est pas encore à jours car y a ce dilemme qui fait que la communauté internationale ne s'implique pas pleinement dans la crise du Darfour , l'existence de plusieurs positions autour des rebelles et la division de l'opinion arabe sur la question du conflit créant, ainsi, une réelle négligence des massacres et violations des droits humains au Darfour.**

Le plus grave pour Madame Hussein c'est que le monde arabe ne connaît pas les raisons qui soutiennent le conflit du Darfour et le rapport de la ligue arabe suite à une mission envoyée au Darfour a pas fait l'objet d'une bonne exploitation; et pourtant ce rapport a été documenté par une série de violations des droits humains. Et cela montre que le gouvernement de Omar El Béchir fait partie du « club » des pays arabes qui ne prennent pas réellement les préoccupations des peuples arabes.

L'une des positions les plus positives est celle de l'Égypte et de l'Arabie avec le déploiement de forces dans le cadre des accords adoptés en 1986. L'Égypte et la Libye ont aussi appuyé les rebelles pour une possible distribution de l'aide humanitaire.

Pour une solution au Darfour il nécessairement axer les efforts sur la protection des civiles et l'union dans le pays.

Dans ce conflit où neuf cent mille personnes non deux cent mille sont massacrées il est urgent qu'une solution définitive soit trouvée.

## **DISCUSSIONS**

Me Assane DiomaNdiaye, Abdel Bagi, Mamadi Kaba, Djibril Baldé Chantal, Abdou Lamine Kamara, El hadj Abdoulaye Seck, Mohamed Habet, Aboubacry Mbodj et Khady Ndiaye ont pris la parole pour apporter des contributions ou poser des questions, il en est ressorti les idées suivantes :

- Aujourd'hui nous alertons fortement sur le conflit du Darfour pour éviter les mêmes reproches de la communauté internationale et de certaines ONG de ne pas avoir, suffisamment, prévenu pour la guerre au Rwanda,
- Les organisations présentes font le travail, qui est le leur en dénonçant ce qui se passe au Darfour et en proposant des solutions à la Huma. Par ailleurs à Ngor Diarama, il y quelques années une déclaration similaire avait été sortie et pourtant les choses sont restées en l'état, c'est pourquoi Est-ce qu'il ne faut revoir l'approche des ONG dans le cas du Darfour ?
- Ce qui se passe au Soudan est singulier car l'armée soudanaise ne combat pas une ennemie interne mais c'est le peuple soudanais qu'elle combatte. Il serait aberrant si on veut soigner un malade de lire simplement les symptômes et ignorer les causes de la maladie et c'est cas pour le problème du Darfour,
- Faire venir des gens qui connaissent le conflit du Darfour pour en parler est une bonne chose car rien vaut d'écouter ceux qui viennent du terrain. Cependant il faut revoir l'approche car des rencontres ont été tenues et des déclarations faites et pourtant le problème reste toujours là.
- La société civile a l'obligation de corriger par rapport à la politisation des conflits en Afrique et à leur traitement médiatique en travaillant davantage à la documentation et au renforcement de l'information des violations des droits

dans les conflits comme celui du Darfour.

- Il est nécessaire de renforcer au niveau des moyens de fonctionnement le cadre de concertation inter -Darfourien qui regorge toutes les sensibilités et tous les segments et intégrer cet élément important dans la Déclaration.
- Le conflit du Darfour à des soubassements politique et économiques c'est pourquoi il existe des divisions au sein du Conseil de sécurité de l'ONU. La question de la souveraineté ne doit pas être un alibi face à la responsabilité de la communauté internationale à régler ce conflit qui fait souffrir injustement tans de personnes.
- Il est important de ne pas perdre de vu la problématique des enfants qui ne vont plus à école et qui font l'objet de violences horribles. Aussi l'obligation de rendre compte est importante pour combattre l'impunité, le retour à la paix au Darfour est fondamental, mais les coupables d'actes de barbarie, de viol et de torture doivent en répondre devant la justice.
- Ceux qui se rencontrent ici à Dakar au nom de l'islam dans le cadre du sommet de l'OCI ont chacun son Darfour car la plus part d'entre eux violent les droits humains et les libertés individuelles et collectives et veulent le perpétuer en préparant leur frère, ou fils à leur succéder. Notre devoir est de le interpeller sur la question Darfour mais aussi de leur dire de respecter les droits humains dans leur pays. Organiser en marge du somme de L'OCI, un forum des ONG qui se penche sur les problèmes du Huma est une approche novatrice à saluer. Cependant aller vers un règlement définitif du conflit à Darfour suppose aussi aider l'unification des positions des rebelles pour mieux aller aux négociations et cela doit un défi de la société civile.

Des questions ont été aussi posées par certains participants

- Est-ce qu'il a une alternative de solution pour le conflit du Darfour sans la demande d'indépendance?
- Y a-t-il des communautés ou sensibilités au Soudan qui se mobilisent pur soutenir la fin du conflit au Darfour ?

En tentant de répondre à quelques questions posées le Député Salih Mahmoud Osman s'est réjoui des interventions car elles montrent qu'il n'a plus d'incompréhension pour la crise au Darfour.

Beaucoup ont constaté l'aspect humanitaire du conflit qui fait plus de 85% des populations des camps des femmes et lorsque celles-ci et les enfants vont à la recherche de l'eau ils font constamment l'objet d'attaque.

Aussi faudrait-il souligner que les enfants dans les camps sont pris en charge par les

femmes c'est pourquoi il est important que les femmes prennent part aux négociations. Mais aussi au lieu de les garder dans les camps la communauté internationale doit assurer la protection des populations darfouriennes chez elles et non dans les camps.

Il s'est dit déçu par le soutien du gouvernement Sud africain au gouvernement de Béchir pour des raisons liées à l'exploitation minière, il en est de même pour la chine. Cependant il reconnaît qu'il y a un nouveau discours de la Chine qui considère aujourd'hui ce qui se passe au Darfour comme des souffrances que Khartoum doit mettre un terme.

Le Député affirme que des journalistes et des ONG de la société civile du Soudan plaident pour leur cause et cela constitue un soutien de taille.

Le Président la RADDHO a rappelé le déploiement combien important des femmes leaders autour de Marry Robinson lors du dernier Sommet d'Addis Abéba pour une nouvelle prise en charge du conflit au Darfour par des personnalités aussi importantes .

Après le déjeuner il a été question de présenter la déclaration de Dakar pour amendements , mais nouvelle donne s'est présentée, la prise en compte par la rencontre de Dakar de la Déclaration de plus de dix huit (18) ONG sur la question du monde musulman ( Palestine, Irak et Soudan ).

Deux possibilités s'offraient, l'une signer la déclaration déjà faite et la présenter et sortir parallèlement la déclaration sur le Darfour et l'autre possibilité la corriger et faire une seule déclaration.

Suite aux débats une Déclaration de Dakar sur le Darfour qui prendre en compte le problème Palestinien et irakien a été sortie.

## **DÉCLARATION DES ONG DE DAKAR SUR LA CRISE HUMANITAIRE AU DARFOUR (DANS L'OUEST DU SOUDAN)**

Nous, représentants des organisations de la société civile soussignées :

Nous nous réjouissons de la tenue de la 11<sup>e</sup> Session Ordinaire de la Conférence du Sommet Islamique à Dakar, qui représente une occasion opportunité historique pour les dirigeants du monde musulman de faire le bilan de l'évolution du travail sur les questions et projets abordés dans leurs déclarations lors du 10<sup>e</sup> Sommet Ordinaire (en 2003) et du Sommet Extraordinaire (en 2005), et lançons un appel aux dirigeants du Monde Musulman pour qu'ils consacrent de leur temps, de leur énergie pour se consacrer à la résolution des préoccupations fondamentales des populations dans certaines parties de la région, notamment la situation humanitaire au Darfour, à l'Ouest du Soudan.

Nous reconnaissons et soutenons sans réserve la déclaration sur le Darfour soumise par les organisations arabes à l'Organisation de la Conférence Islamique, y compris la recommandation des Etats l'OCI pour que cessent les violations du droit humanitaire international et pour la fin du blocus à Gaza ;

Nous sommes conscients que la 11<sup>e</sup> session ordinaire du sommet de la conférence islamique se tient au moment où le monde musulman et les musulmans sont confrontés à des situations d'une exceptionnelle complexité dans la plupart des régions du monde. De telles circonstances requièrent des actions fermes et sérieuses des dirigeants musulmans eu égard aux défis et préoccupations qui sont en jeu ;

Nous condamnons la montée des sentiments xénophobes, l'islamophobie, les incidents anti-musulmans et anti-islamiques et les manifestations de fanatisme et d'intolérance à certains endroits du monde, notamment en l'Occident. De même, nous condamnons la montée croissante de discours politiques en Occident contre les immigrants des communautés musulmanes et l'islam en général. De tels incidents sont, le plus souvent, généralisés et tolérés, soutenus ou encouragés dans certains pays occidentaux sous prétexte de liberté d'expression, de parole et d'opinion ;

Nous sommes conscients des objectifs de l'Organisation de la Conférence Islamique tels que définis dans sa Charte. Nous souhaitons réaffirmer les principes de la Déclaration de Dhaka sur les Droits Humains dans l'Islam adoptée par la 14<sup>e</sup> Conférence Islamique des Ministres des Affaires Etrangères (ICFM) en décembre 1983 et la Déclaration du Caire sur les Droits Humains dans l'Islam adoptée par l'ICFM lors de sa 19<sup>e</sup> Session le 5 août 1990, la Convention sur les droits et la prise en charge des enfants adoptée par le 7<sup>e</sup> Sommet de la Conférence Islamique en 1994. Cette convention avait mis l'accent sur le fait que les droits fondamentaux et les libertés publiques en Islam en sont une partie intégrante que nul n'a le droit d'interrompre, de violer ou de mépriser ;

Nous sommes conscients du fait que la religion musulmane édicte le respect des

valeurs morales ainsi qu'à celle de la paix, de la sécurité et de l'intégrité de la personne humaine. Par ailleurs, l'islam criminalise l'assassinat, le déplacement forcé des civils, dont les femmes, les enfants, et la destruction des moyens de subsistance, y compris la profanation des lieux de culte, ce qui constitue autant de crimes odieux contre la foi musulmane et les normes d'une vie sociale apaisée civilisées ;

Nous sommes profondément préoccupés par les graves violations des droits humains au Darfour, en particulier, les attaques systématiques contre les civils, la destruction et l'incendie des villages, la prise pour cible des centres des déplacés internes et les civils ; l'expulsion, entre autres des communautés Fur, Zaggawa et Massaleet de leurs villages ; la réinstallation des déplacés internes dans de nouvelles zones situées loin de leur région d'origine et le manque de protection et d'assistance appropriées pour les civils, par la force ou la désinformation ; l'escalade des viols et autres formes de violences sexuelles contre les femmes, n'épargnant même les jeunes filles, de même que l'enlèvement et le travail forcé des populations civiles victimes du conflit armé au Darfour en violation flagrante des prescriptions de l'Islam. Nous notons également que ce conflit affecte actuellement toute la sous région, y compris le Tchad et la République Centrafricaine ;

A cet égard, nous prenons acte de l'Article 3, alinéa a et b de la Déclaration du Caire sur les Droits Humains dans Islam qui stipule qu' : « en cas d'usage de la force et en cas de conflit armé, il n'est pas acceptable de tuer des non-belligérants tels que les personnes âgées, les femmes et les enfants. Les personnes blessées et les malades devront avoir le droit à des traitements médicaux ; et les prisonniers de guerre devront avoir le droit d'être nourris, abrités et habillés... Il est interdit d'abattre des arbres, d'endommager des récoltes ou des moyens de subsistance, et de détruire les bâtiments civils et les installations de l'ennemi par des pilonnages d'artillerie, des explosions ou tous autres moyens » ;

Nous apprécions hautement l'important rôle joué par certains membres de l'Organisation de la Conférence Islamique dans la résolution des crises humanitaires au Darfour, et leur lançons un appel à rappeler au gouvernement soudanais ses obligations envers le peuple musulman du Darfour, et à entreprendre des démarches supplémentaires pour persuader le gouvernement soudanais à les respecter dans le cadre de la Charte de l'Organisation de la Conférence Islamique, la Déclaration du Caire sur les Droits Humains dans l'Islam et autres les instrument juridiques régionaux et internationaux pertinents sur les droits humains auxquels le Soudan a souscrit ;

Nous invitons plus particulièrement l'Organisation de la Conférence Islamique à :

1. Faire pression sur toutes les parties prenantes au conflit pour qu'elles mettent immédiatement fin à toutes les attaques contre les civils au Darfour et à s'entendre sur une cessation des hostilités, comme préalable à un cessez-le-feu durable et à une résolution de la crise, et à s'asseoir autour de la table de négociations pour la réalisation d'une paix durable ;

2. Exhorter les Etats membres de l'OCI ainsi que les autres Etats à fournir les moyens financiers et l'appui logistique nécessaire aux opérations des troupes hybrides Nations-Unies – Union Africaine au Darfour et à inviter le gouvernement soudanais à faciliter leur déploiement rapide et efficace ;
3. Inviter le gouvernement soudanais à cesser tout soutien aux *Janjaweed*, y compris leur approvisionnement en armes et en équipements et de même les acteurs extérieurs doivent cesser tout soutien aux parties belligérantes ;
4. A lancer un appel à toutes les parties belligérantes pour qu'elles cessent les attaques contres les opérations humanitaires et qu'elles fournissent aux agences humanitaires internationales et aux organisations humanitaires, la garantie d'un accès immédiat, à l'abri de tout danger et sans entrave pour qu'elles puissent porter secours aux personnes affectées par le conflit au Darfour ;
5. Prendre des mesures concrètes pour mettre un terme à l'état d'impunité et d'illégalité chronique, restaurer les conditions de sécurité permettant aux civils de retourner sans aucun risque et en toute liberté dans leurs régions d'origine. Les mesures prises par le gouvernement du Soudan, et qui affectent les déplacées internes, notamment leur expulsion vers des soi-disant « zones sure identifiées », ne devraient pas créer une situation de déplacement prolongé ou une réinstallation permanente de déplacés internes loin de leurs zones d'origine. L'occupation des villages d'où les déplacés internes ont été expulsés devrait être arrêtée et les villages restitués.
6. S'opposer à l'impunité conformément aux valeurs de l'Islam et plaider pour la mise en œuvre en œuvre de mécanismes appropriés permettant de rendre compte de ses responsabilités, garantir les réparations pour les dommages infligés aux victimes du conflit. ;
7. Reconnaître le caractère sous régional du conflit au Darfour et apprécier les efforts de médiation du Sénégal, soutenir la conclusion d'un accord réel suivi d'une mise en œuvre effective de nature à garantir les conditions d'une paix juste et durable entre le Tchad et le Soudan. Faire pression pour la consolidation de la paix dans tout le Soudan en coopération avec l'Union Africaine.

**Fait à Dakar (Sénégal), le dimanche 9 Mars 2008**

Les signataires :

- La **Coalition The Darfur Consortium** (qui regroupe 55 organisations de la société civile opérant en Afrique) ;
- Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) ;
- Organisation Nationale des Droits de l'Homme (**ONDH**) ;
- **WARIPNET** ;
- Amnesty International Sénégal ;

- Réseau des Leaders du Darfour (qui regroupe des organisations du Darfour dans la Diaspora).